

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 06/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **TRAITEMENTS DE SURFACES DE L'OUEST**

4 6 Boulevard de l'Industrie  
BP 40114  
28500 Vernouillet

Références : VAT20230538-IC230536  
Code AIOT : 0010007425

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2023 dans l'établissement TRAITEMENTS DE SURFACES DE L'OUEST implanté 4-6, boulevard de l'Industrie 28500 Vernouillet. L'inspection a été annoncée le 12/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRAITEMENTS DE SURFACES DE L'OUEST
- 4-6, boulevard de l'Industrie 28500 Vernouillet
- Code AIOT : 0010007425
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

– Situation de l'entreprise :

La société TSO exploite une installation de protection des métaux par poudrage sur son site de Vernouillet. Cet établissement emploie environ 30 salariés.

– Point sur le classement de l'établissement :

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 2004.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 2565.2.a : installation de traitement de surface, le volume des cuves affectées au traitement étant de 18 800 l (autorisation) ;
- 2940-3.a : application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques : la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant de 260 kg/j (autorisation) ;
- 2575 : emploi de matières abrasives, la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant de 105 kW (déclaration) ;
- 2910-A-2 : installation de combustion (gaz naturel) : la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion étant de 4,47 MW (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2920-2.b : installation de compression ou réfrigération fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, la puissance absorbée étant de 105 kW (déclaration) ;
- 2940-2.b : application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, par tout être procédé que le « trempé » : la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant de 19 kg/j (déclaration avec contrôle périodique).

Voir le point de contrôle n° 1 en ce qui concerne les évolutions de la situation administrative de l'établissement.

– Projets et investissements :

Sans objet.

– Incidents ou accidents :

L'exploitant signale qu'un départ de feu, rapidement éteint par ses soins en utilisant un RIA, est survenu sur son installation en octobre 2021 (voir point de contrôle n° 16).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- gestion des suites de l'inspection précédente ;
- risques liés à l'incendie ;
- gestion des produits dangereux.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 2.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004,	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	– caractéristiques des installations	article 3.2.3.2			
3	Surveillance des rejets atmosphériques – traitement de surfaces	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Surveillance des rejets atmosphériques – autres installations	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.2.3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	VLE des rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.1.6.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Régulation thermique	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Clôture du site	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Conformité au dossier d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
13	Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.7.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
15	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
21	Conception des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
16	Déclaration des accidents et des incidents	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 2.2	/	Sans objet
18	Connaissance des produits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	/	Sans objet
9	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.2.2	/	Sans objet
10	Vérification du désenfumage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet
14	Matériel de lutte	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.7.1.1	/	Sans objet
17	Plan des cuves de l'installation	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/	Sans objet
19	Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 53	/	Sans objet
20	Capacité de rétention des stockages	Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.1.7.1.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Installations classées de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique : 2565-2.a Libellé et régime : Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, A. Nature de l'installation et volume : volume des cuves de traitement, 18 800 l.  Rubrique : 2940-3.a Libellé et régime : Application, cuisson, séchage de peinture (poudre à base de résines organiques), A. Nature de l'installation et volume : quantité maximale de produit, 260 kg/j.  Rubrique : 2910-A.2 Libellé et régime : Combustion (gaz naturel), D. Nature de l'installation et volume : puissance thermique nominale, 4,47 MW.  Rubrique : 2940-2.b Libellé et régime : Application, cuisson, séchage de peinture (liquide inflammable, par pulvérisation), DC. Nature de l'installation et volume : quantité maximale de produit, 19 kg/j.  Rubrique : 2575 Libellé et régime : Emploi de matières abrasives, D. Nature de l'installation et volume : puissance installée des machines concourant au fonctionnement, 105 kW.  Rubrique : 2920-2.b Libellé et régime : installation de compression, D. [...]
<b>Constats :</b> L'installation de stockage de propane de l'établissement est exploitée sans la déclaration nécessaire. L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet d'Eure-et-Loir sa situation administrative actualisée.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées précise qu'en ce qui concerne les rubriques 2565-2.a et 2940-3.a, en raison d'une évolution de la nomenclature ICPE (décrets n° 2019-292 du 09/04/2019 et n° 2020-559 du 12 mai 2020), la société TSO relève à présent du régime de l'enregistrement pour ces deux rubriques. En outre, la rubrique 2920-2.b a été supprimée par le décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018.  Examen du plan de la chaîne de traitement de surfaces présenté par l'exploitant : le volume total des cuves affectées au traitement de surfaces (ne prenant pas en compte les bains de rinçage) est de 15 500 litres.  L'exploitant présente également son logiciel de suivi de ses consommations de ses peintures en poudre : sa consommation annuelle de peinture en poudre s'élève à 36 tonnes en 2021 et à 30 tonnes en 2022. En 2021 (consommation la plus importante), en retenant 220 jours travaillés

par an, la consommation moyenne journalière de peinture en poudre de l'exploitant s'élève à environ 163 kg/j.

En outre, l'exploitant présente ses onze dispositifs de combustion (fours, brûleurs et tunnel de séchage fonctionnant au gaz) et précise la puissance de chacun d'entre eux : leur puissance totale cumulée s'élève à 3,5 kW.

Par ailleurs, l'exploitant déclare qu'il n'applique plus de peinture sous forme liquide.

Visite de l'installation :

- l'installation de traitement de surfaces est conforme à celle présentée sur le plan de l'exploitant (nombre de cuves de traitement équivalent, fonctions et volumes précisés sur les cuves cohérents) ;
- il n'est pas constaté la présence de peinture sous forme liquide.
- présence d'une cuve de stockage de propane. L'exploitant indique que cette installation est présente depuis 2004 et que sa capacité s'élève à 32 tonnes. Cette installation est soumise à déclaration au titre de la rubrique 4718-2.b de la nomenclature ICPE (gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 et gaz naturel).

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Rejets atmosphériques – caractéristiques des installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.2.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente

**Prescription contrôlée :**

Installations :

- cabines d'application de peintures en poudre (quatre unités) [...] ;
- cabines d'application de peintures liquides (deux unités) [...] ;
- étuve de séchage de peintures liquides et fours de cuisson de peintures en poudre (cinq unités) [...] ;
- cabines de grenaillage et microbillage (trois unités) [...].

**Constats :**

L'établissement comporte un conduit de rejet à l'atmosphère non réglementé. L'exploitant doit porter son existence et ses caractéristiques à la connaissance du préfet d'Eure-et-Loir.

**Observations :** Visite de l'installation : le tunnel de traitement de surfaces de l'exploitant est muni d'un conduit de rejet à l'atmosphère situé au centre de ladite installation, or ce conduit ne figure pas parmi ceux réglementés par l'arrêté préfectoral du 21/10/2004.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 3 : Surveillance des rejets atmosphériques – traitement de surfaces

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations [...] tous les ans.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne réalise pas, tous les ans, une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis par son installation de traitement de surfaces.
<b>Observations :</b> <i>Observations du 12 juin 2019 : L'exploitant indique que les art. 3-2-3-2 et 3-2-3-3 de son arrêté prescrivent une analyse des poussières COV, NOx et SOx uniquement, à une fréquence tous les trois ans. Le service d'inspection rappelle à l'exploitant que l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 9 avril 2019 s'applique en sus de l'arrêté préfectoral.</i> <i>Constat du 12 juin 2019 : NC1* - L'exploitant ne réalise pas annuellement de contrôle de ses rejets atmosphériques pour les paramètres suivants : Acidité totale, HF exprimé en F, Cr total, Cr VI, Ni, CN, Alcalins exprimés en OH, NOx exprimés en NO2, SO2 et NH3. Ce contrôle doit par ailleurs être transmis au service d'inspection dans le mois qui suit sa réception.</i>  L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un rapport d'analyse des rejets atmosphériques de son installation de traitement de surfaces. Il déclare qu'il n'a jamais procédé à la mesure des concentrations des polluants susceptibles d'être émis dans les rejets atmosphériques de cette installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Surveillance des rejets atmosphériques – autres installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prévoit pour les paramètres figurant [...] ci-dessous la réalisation de mesures selon les fréquences indiquées. Paramètres : poussières, COV, NOx, SOx ; [...] Périodicité de la mesure : trois ans [...].
<b>Constats :</b> L'exploitant ne réalise pas, a minima tous les trois ans, une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis par ses cabines d'application de peinture, ses cabines de grenaillages, ses étuves de séchage et ses fours de cuisson de peintures en poudre.
<b>Observations :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un rapport d'analyse des rejets atmosphériques de ses cabines d'application de peinture et de grenaillage, mais aussi de ses études de séchage et de ses fours. Il déclare qu'il n'a jamais procédé à la mesure des concentrations des polluants susceptibles d'être émis dans les rejets atmosphériques de ces installations.  D'après le registre des produits dangereux liquides, l'exploitant ne détient pas de solvant présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou encore de composés



halogénées présentant les mentions de danger H341 ou H351.
<b>L'inspection des installations classées rappelle que les rejets atmosphériques des cabines d'application de peinture et de grenaillage, mais aussi de ses études de séchage et de ses fours, doivent respecter les fréquences d'analyse et les valeurs limites d'émission prescrites par l'arrêté préfectoral du 21/10/2004 (tous les trois ans) et par l'arrêté ministériel du 02/02/1998 (en particulier en cas d'émission de COV annexe III).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 5 : VLE des rejets d'eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.1.6.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> HCT : 5 mg/l ; MEST : 35 mg/l.
<b>Constats :</b> Les eaux pluviales rejetées par l'exploitant présentent un dépassement de la valeur limite d'émission prescrite pour le paramètre MEST.
<b>Observations :</b> <i>Observations du 12 juin 2019 : Le prélèvement réalisé le 05/12/2018 montre un taux d'hydrocarbures conforme mais une concentration de MES de 51 mg/l au lieu des 35 mg/l prescrits. Constat du 12 juin 2019 : NC4 - Dépassement en concentration en MES dans les rejets d'eaux pluviales.</i>  L'exploitant indique qu'il n'a pas fait procéder à de nouvelles analyses de ses rejets d'eaux pluviales. En l'absence de telles analyses, il n'est pas en mesure de démontrer que lesdits rejets respectent les valeurs limites d'émission prescrites.  Par ailleurs, un examen complémentaire du rapport d'analyse du prélèvement réalisé du 04/12 au 05/12/2018 par un organisme accrédité COFRAC démontre que l'exploitant a fait analyser l'indice hydrocarbures (coupe C10-C40) et non les hydrocarbures totaux (coupe C5-C40). L'inspection des installations classées note néanmoins que l'écart important entre la mesure de l'indice hydrocarbure et la valeur limite d'émission prescrite en hydrocarbures totaux permet de s'assurer du respect de cette dernière. <b>L'exploitant veillera à faire analyser les HCT lors des prochaines analyses.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques liés à l'incendie

<b>Prescription contrôlée :</b>
Les zones de dangers [risques d'incendie, d'émanations toxiques, d'explosion et fréquences associées] sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.
<b>Constats :</b>
L'exploitant ne tient pas à jour un plan sur lequel sont reportées les zones de danger internes à son établissement (risques d'incendie, d'émanations toxiques, d'explosion et fréquences associées). Par ailleurs, ces zones, ainsi que les consignes correspondantes, ne sont pas systématiquement signalées au niveau de leurs accès.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente un plan, réalisé en 2014, sur lequel il a repéré les zones de son établissement présentant un risque d'explosion. Il déclare néanmoins que ce plan n'est plus à jour, en outre, les fréquences associées à ces zones à risque ne sont pas précisées. De plus, il n'est pas en mesure de présenter un plan sur lequel sont reportées les zones de danger internes à son établissement (risques d'incendie, d'émanations toxiques, fréquences associées aux zones présentant un risque de formation d'atmosphère explosible).
Visite de l'installation : par sondage, les risques associés aux cabines de peinture et à l'installation de traitement de surfaces ne sont pas signalés les consignes afférentes ne sont pas affichées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Régulation thermique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques liés à l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>
Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
<b>Constats :</b>
Les systèmes de chauffage des cuves chauffées par des thermoplongeurs ne sont pas équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
<b>Observations :</b> <i>Observations du 12 juin 2019 : L'exploitant explique au service d'inspection que les cuves de traitement de surface d'une capacité de 2500 l ne sont toujours pas équipées d'une alarme. L'exploitant justifie sa décision par le fait que ces cuves sont chauffées, non pas par thermoplongeur mais par combustion de gaz, et que le risque d'incendie en cas de niveau bas est donc nul.</i> <i>Constat du 12 juin 2019 : D1 - Transmettre au service d'inspection les documents techniques attestant du dispositif de chauffage des cuves.</i>
Visite de l'installation :
- les bains de dégraissage et de dérochage sont chauffés par un brûleur au gaz, présence d'une sonde de niveau dans les bains (dispositif équipé d'un flotteur), l'exploitant déclare qu'en cas d'atteinte du niveau bas les brûleurs sont automatiquement arrêtés et une alarme lui est transmise. Il déclare également que ces dispositifs ont été installés en 2021 ;
- le jour de la visite, l'installation de traitement de surfaces est à l'arrêt, le dispositif équipant les cuves précitées et permettant de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage

n'a pas pu être testé. <b>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il doit vérifier périodiquement ce dispositif qui contribue directement à la sécurité des installations et que ces vérifications doivent être dûment documentées et enregistrées ;</b> - les deux bains de passivation sont chauffés par un thermoplongeur, toutefois ces systèmes de chauffage ne sont pas équipés de dispositifs permettant de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 8 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques liés à l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;</li> <li>- dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ;</li> </ul> <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. [...]</p> <p>II. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). [...]</p> <p>[Article 1er de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 : [...] Les dispositions [...] de l'article 19 sont applicables aux installations [...] au 1er juillet 2024.]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas de non-respect constaté.</p>
<p><b>Observations :</b> Examen du registre des produits dangereux liquides présenté par l'exploitant, seul un diluant est concerné par une mention de danger H226.</p> <p>Visite de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le diluant précité est entreposé à proximité du tunnel de traitement de surfaces, l'exploitant détient deux bidons de 2,5 litres de ce produit ;</li> <li>- absence de système de détection d'incendie dans le local abritant le tunnel de traitement de surfaces.</li> </ul> <p><b>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que son installation de surface doit être munie, au plus tard le 01/01/2024 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un dispositif de détection automatique d'incendie dont le déclenchement doit entraîner l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie ;</li> <li>- d'au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration de l'installation de traitement de surfaces.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques liés à l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La partie supérieure de l'atelier comporte [...] des éléments permettant en cas d'incendie l'évacuation des fumées et de la chaleur. [...] Les commandes des exutoires de fumées sont positionnées à proximité des sorties et sont facilement accessibles.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente le plan de ses moyens de lutte contre l'incendie : les dispositifs de désenfumage équipant les ateliers et leurs dispositifs de commande y sont représentés.  Visite de l'installation : par sondage, présence de dispositifs de désenfumage en toiture du bâtiment, à proximité d'une cabine de poudrage et à proximité du tunnel de traitement de surfaces, les commandes associées sont placées à proximité des sorties dudit bâtiment.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 10 : Vérification du désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques liés à l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...]
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> <i>Observations du 12 juin 2019 : L'exploitant n'a pas présenté de preuves du contrôle périodique des exutoires de fumée et a déclaré que ce contrôle n'a pas été réalisé.</i> <i>Constat du 12 juin 2019 : NC2 - L'exploitant n'a pas présenté de preuves du contrôle périodique des exutoires de fumée.</i>  Examen du registre de sécurité de l'exploitant : l'entreprise ayant réalisé la vérification des dispositifs de désenfumage a signé ledit registre le 15/06/2023 et a précisé que ces dispositifs n'appellent pas d'observation de sa part.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 11 : Clôture du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.2.1
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques liés à l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. [...]
<b>Constats :</b> La limite ouest de l'établissement n'est pas clôturée.
<b>Observations :</b> Visite de l'établissement : - les limites nord, est et sud de l'établissement sont munies d'une clôture et de portails en bon état général ; - la limite ouest du site (entre les parcelles BH7 appartenant à TSO et BH6 appartenant à un établissement voisin) n'est pas clôturée ; - une installation de stockage de palettes exploitée par un établissement différent est située sur la parcelle BH6. Des palettes (deux camions et un véhicule à plateau plus léger chargés d'un total d'environ 90 m3 de palettes, et deux îlots d'environ 12 m3 chacun), ainsi que deux casiers métalliques contenant chacun 24 bouteilles de gaz, sont entreposés sur la parcelle BH7 appartenant à la société TSO ; - l'un des deux camions de palettes précités est stationné à environ 6 m de la cuve de propane de l'établissement TSO.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 12 : Conformité au dossier d'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques liés à l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. [...]
<b>Constats :</b> Des stockages de bouteilles de gaz et de palettes non prévus pas l'étude de dangers de l'établissement sont présents le long de la limite ouest du site.
<b>Observations :</b> Voir point de contrôle n° 11.  Présence de stockages de palettes et de bouteilles de gaz non prévus pas l'étude de dangers de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 13 : Ressource en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.71.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques liés à l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>[...] L'exploitant s'assure que les 3 poteaux d'incendie implantés sur le domaine public à moins de 200 m du site sont aptes à fournir un débit en utilisation simultanée de 240 m<sup>3</sup>/ h sous une pression dynamique de 1 bar.</p> <p>A défaut, il constitue une réserve d'eau d'incendie complémentaire, dont la capacité est calculée pour une intervention prévisionnelle d'une durée de 2 heures ; une clôture en périphérie de la réserve préserve des chutes fortuites.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que les trois poteaux incendie sur lesquels il s'appuie délivrent un débit en utilisation simultanée de 240 m<sup>3</sup>/ h sous une pression dynamique de 1 bar.</p>
<p><b>Observations :</b> <i>Observations du 12 juin 2019 : Un contrôle des poteaux incendie a été réalisé le 25/02/2019 par la société HADDES. Le rapport conclut que les poteaux sont conformes sans préciser les débits obtenus.</i></p> <p><i>Constat du 12 juin 2019 : D3 - Fournir les débits obtenus lors du dernier contrôle des poteaux incendie lorsque les trois poteaux incendie fonctionnent simultanément.</i></p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un rapport d'essai permettant de vérifier que les poteaux incendie sur lesquels il s'appuie délivrent un débit en utilisation simultanée de 240 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar.</p> <p>Visite de l'installation : un poteau incendie est situé au nord du site (dans le périmètre de l'établissement), un autre est situé boulevard de l'Industrie à environ 10 m face à l'extrémité sud du site, et un troisième est également situé boulevard de l'Industrie à environ 100 m au nord du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 14 : Matériel de lutte

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.71.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques liés à l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu, en nombre conforme aux indications du dossier de demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs à dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) près des appareils électriques,</li> <li>- d'extincteurs à poudre dans les locaux présentant des risques particuliers d'incendie,</li> <li>- de 8 robinets d'incendie armés.</li> </ul> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles ; ils sont annuellement contrôlés par une personne ou un organisme qualifié.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas de non-respect constaté.</p>
<p><b>Observations :</b> <i>Observations du 12 juin 2019 : Lors du dernier contrôle des RIA par la société HADDES, il a été relevé que le RIA n° 6 est hors service et le RIA n° 1 n'est pas relié à un point d'eau.</i></p> <p><i>Constat du 12 juin 2019 : NC6 - Les RIA n° 1 et n° 6 ne fonctionnent pas le jour de l'inspection.</i></p>

<p>L'exploitant présente le registre de sécurité de ses installations qui a été émargé par l'entreprise chargée de la vérification de ses extincteurs le 15/06/2023, cette entreprise précise qu'elle n'a pas d'observation concernant ces dispositifs.</p> <p>L'exploitant déclare que le contrôle de ses RIA est en cours. Examen du précédent rapport de vérification (réalisé le 16/03/2021) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'exploitant déclare qu'en raison d'un changement de prestataire il n'a pas été en mesure de réaliser un contrôle en 2022, <b>l'inspection des installations classées rappelle que la fréquence annuelle prescrite pour cette opération doit être respectée ;</b></li> <li>- 9 RIA ont été contrôlés, seul un est signalé en défaut (vanne fermée en amont). L'exploitant déclare que ce défaut a été corrigé.</li> </ul> <p>Visite de l'installation : par sondage, présence de deux RIA et de six extincteurs à proximité immédiate du tunnel de traitement de surfaces.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 15 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.5.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques liés à l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un contrôle [des installations électriques] est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations électriques de l'exploitant sont affectées par des défauts non résorbés et sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion.</p>
<p><b>Observations :</b> <i>Observations du 12 juin 2019 : Le compte-rendu Q18 de Bureau Véritas du 15/05/2018 conclut que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Deux dangers étaient déjà signalés :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités ;</li> <li>- présence de poussières déposées ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires.</li> </ul> <p><i>L'exploitant informe le service d'inspection qu'un nouveau technicien de maintenance doit arriver sur le site le 24/06/2019, l'ancien technicien étant parti.</i></p> <p><i>Constat du 12 juin 2019 : NC5 - Les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</i></p>
<p>Examen du rapport de vérification des installations électrique de l'établissement réalisé par un organisme accrédité COFRAC en date du 13/01/2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 57 défauts sont signalés, dont 56 ont déjà été portés à la connaissance de l'exploitant lors des précédentes vérifications ;</li> <li>- l'exploitant ne dispose pas de l'attestation Q18 associée. Il présente néanmoins l'attestation Q18 établie suite à la vérification réalisée en 2022 : elle précise que 11 défauts sont susceptibles d'entraîner un incendie ou une explosion. L'exploitant déclare que lesdits défauts n'ont pas fait l'objet d'une action corrective.</li> </ul>

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un plan d'action établi en vue de corriger les défauts précités.

Examen du rapport de contrôle thermographique des installations électriques de l'établissement et de l'attestation Q19 associée réalisés par un organisme accrédité COFRAC en date du 13/01/2023 : trois anomalies sont relevées. L'exploitant a complété les fiches de suivi de deux de ces anomalies, elles ont été corrigées le 14/01/2023 et le 04/05/2023.

L'exploitant transmet ultérieurement, par courriel du 29/09/2023, une fiche de suivi et une photographie démontrant que l'anomalie résiduelle détectée lors du contrôle thermographique précité a été corrigée le 28/09/2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 12 mois

#### N° 16 : Déclaration des accidents et des incidents

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques liés à l'incendie.

**Prescription contrôlée :**

Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du code de l'environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les tiers et l'environnement. [...]

**Constats :**

L'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées du départ de feu survenu sur son installation.

**Observations :** L'exploitant déclare qu'un départ de feu est survenu sur son installation en octobre 2021. Il précise que ce départ de feu affectant l'un de ses fours a été rapidement stoppé par ses soins à l'aide d'un RIA. Toutefois, l'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées de la survenue de cet incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 17 : Plan des cuves de l'installation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion des produits dangereux

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).

**Constats :**



Pas de non-respect constaté après transmission des éléments complémentaires de l'exploitant.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente un plan de l'ensemble des cuves de son installation de traitement de surfaces précisant pour chacune d'elle son pH, son nom, utilité et le produit contenu. Toutefois les informations suivantes sont manquantes : volume maximum, utilité et concentration.  L'exploitant transmet ultérieurement, par courriel du 28/09/2023, le plan précité mis à jour et comportant l'ensemble des informations requises.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 18 : Connaissance des produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Gestion des produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.
<b>Constats :</b> Le registre des substances ou mélanges dangereux tenu par l'exploitant est incomplet (absence des quantités détenues et des produits dangereux sous forme de poudre).
<b>Observations :</b> L'exploitant présente le registre des substances ou mélanges dangereux qu'il détient : <ul style="list-style-type: none"> <li>- il répertorie les produits liquides présents sur le site, leur état physique, leur usage, leurs conditions d'utilisation, leur lieu d'utilisation, ainsi que les codes de symboles de danger, les phrases de risques et conseils de prudence associés ;</li> <li>- absence des produits dangereux sous forme de poudre ;</li> <li>- pour chacun des produits répertoriés, absence de la quantité détenue.</li> </ul> <p>Par sondage, l'exploitant présente les fiches de données de sécurité (FDS) des produits "Surtec 609 GV" et "Diluant PU 23-03", elles n'appellent pas d'observation.</p> <p>Visite de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- par sondage, la plupart des poudres stockées ne comportent pas de pictogramme de danger. Il est toutefois constaté par sondage que le contenant d'une peinture en poudre comporte un pictogramme de danger ;</li> <li>- les cuves de l'installation de traitement de surfaces portent le nom et les symboles de danger associés aux produits qu'elles contiennent ;</li> <li>- par sondage, les conditions d'entreposage énoncées dans les FDS des produits "Surtec 609 GV"</li> </ul>

et "Diluant PU 23-03" sont respectées et les contenants dans lesquels ils sont stockés portent le nom de ces produits et les symboles de danger associés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 19 : Gestion des produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 53
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des produits dangereux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et des autres substances ou mélanges dangereux à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H350, H351, H370 ou H372 sont entreposées à l'abri de l'humidité.</p> <p>Le local contenant les produits cyanurés ne renferme pas de solutions acides.</p> <p>Les locaux sont pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.</p> <p>Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés ont accès aux dépôts de cyanures, de trioxyde de chrome et autres produits dangereux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas de non-respect constaté.</p>
<p><b>Observations :</b> Examen du registre des substances ou mélanges dangereux tenu par l'exploitant : absence de cyanure, de trioxyde de chrome et de substances ou mélanges dangereux à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H350, H351, H370 ou H372.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 20 : Capacité de rétention des stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2004, article 3.1.7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des produits dangereux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>[...] Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. [...]</li> </ul>

<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Visite de l'installation : - les cuves de traitement de surfaces sont associées à une capacité de rétention en béton de dimensions 48 x 3,75 x 1,44 m, soit 259 m <sup>3</sup> (pour un volume total de l'installation de 26,5 m <sup>3</sup> en comptant les cuves de rinçage) ; - présence de trois bidons de 10 litres de Surtec 609 GV associés à une capacité de rétention métallique de 250 litres ; - présence de deux bidons de 2,5 litres de Diluant PU 23-03 associés à une capacité de rétention métallique de 250 litres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 21 : Conception des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation.  Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).  Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement.  Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.
<b>Constats :</b> La capacité de rétention de 259 m <sup>3</sup> associée au tunnel de traitement de surfaces n'est pas munie d'un déclencheur d'alarme en point bas.
<b>Observations :</b> <i>Observations du 12 juin 2019 : En revanche, l'exploitant n'a pas indiqué que la rétention qui se situe sous les cuves est équipée d'un système de déclencheur d'alarme visuelle et sonore en point bas.</i> <i>Constat du 12 juin 2019 : NC3* - Il a été constaté que la rétention des cuves de traitement de surfaces est supérieure à 1 000 litres et ne dispose pas de déclencheur d'alarme visuelle et sonore en point bas.</i>  Visite de l'installation (par sondage examen des capacités de rétention visées au point de contrôle n° 20) : - les capacités de rétention examinées sont intègres et vides, il n'est pas constaté de produits incompatibles associés à la même rétention ; - la capacité de rétention de 259 m <sup>3</sup> associée au tunnel de traitement de surfaces n'est pas munie d'un déclencheur d'alarme en point bas.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois